

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES COMMUN
A TOUS LES LOTS
(CCTPC)**

POUVOIR ADJUDICATEUR

Musée national de la Marine
17, place du Trocadéro
75116 PARIS

OBJET

Travaux d'aménagements de l'exposition temporaire « *La Marine et les peintres* »
et du 46^e Salon de la Marine au MnM – Palais de Chaillot

NUMÉRO DE L'ACCORD CADRE

25MPROG23

PROCÉDURE

Procédure adaptée « ouverte » en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1
du code de la commande publique

SOMMAIRE

I.	GÉNÉRALITÉS	4
I.1	Objet de l'accord-cadre	4
I.1.1	Intervenants	4
I.1.2	Lots	4
I.1.3	Phasage	4
I.2	Dates du planning	5
I.2.1	Montage	5
I.2.2	Démontage	6
I.3	Prise en compte des existants	7
I.4	Étendue des travaux	7
I.5	Développement durable	8
I.5.1	Matières premières et produits utilisés	8
I.5.2	Emballage	8
I.5.3	Élimination des déchets	9
I.5.4	Divers	9
I.5.5	Matériaux, fournitures et marques équivalentes	9
II.	TEXTES APPLICABLES	10
II.1	Généralités	10
II.2	Décrets et règlements	10
II.3	Documents techniques unifiés (D.T.U.)	10
II.4	Normes françaises	10
II.5	Autres publications	10
II.6	Sécurité incendie	11
II.7	Prescriptions relatives à la santé et à la protection des salariés	11
III.	PHASE D'ÉTUDES	11
III.1	Interprétation des documents de l'étude	11
III.2	Études et plans d'exécutions	12
III.3	Ouvrages non décrits explicitement	12
III.4	Prototypes – échantillons	13
III.4.1	Prototypes et échantillons avant mise en fabrication	13
III.5	Essais - analyses	14
III.6	Coordination entre les différents corps d'état	14
IV.	PHASE CHANTIER (MONTAGE – DÉMONTAGE)	14
IV.1	Prise de possession du chantier	14

IV.2 Sécurité / sûreté	16
IV.3 Plan de prévention.....	16
IV.4 Contrôle technique	17
IV.5 Protection des existants	17
IV.6 Protection des ouvrages.....	17
IV.7 Percements	17
IV.8 Nettoyage / traitement des déchets	17
IV.9 Réunions de chantier et assistance à la réception des ouvrages.....	18
 V. PHASE MAINTENANCE	 19
VI. LISTE DES ANNEXES	19

I. GÉNÉRALITÉS

I.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations de réalisation de l'aménagement général de la scénographie de l'exposition temporaire du musée national de la Marine – Palais de Chaillot intitulée « La Marine et les peintres » et du 46^{ème} Salon de la Marine présentés conjointement dans l'espace d'exposition au rez-de-chaussée du musée national de la Marine – Palais de Chaillot au printemps 2026 sur une surface de 830 m2 environ. Les dates prévisionnelles sont du 13 mai 2026 (date d'ouverture au public - dates de vernissage prévues les 11 et/ou 12 mai 2026) au 02 août 2026.

I.1.1 Intervenants

Les travaux sont réalisés pour le compte du musée national de la Marine, maître d'ouvrage.

La conception scénographique ainsi que le suivi de réalisation sont confiés à un groupement dont Maud Martinot est le mandataire et agit en tant que scénographe, la conception graphique à Camille Guitton, celle de l'éclairage à Hi Lighting design, dans le présent accord-cadre désigné « maître d'œuvre » ou « maîtrise d'œuvre ».

I.1.2 Lots

Lot 1 : Agencement et peinture

Lot 2 : Electricité et éclairage

Lot 3 : Fabrication et pose signalétique

La description des travaux à réaliser au titre de ces lots est détaillée dans le CCTP du lot correspondant complété par son cahier technique/graphique joint en annexe 1 de chaque lot.

Ces lots sont indépendants, mais chacun des lots doit être connu et pris en compte par chacune des entreprises titulaires d'un des lots. Chacune des entreprises devra également prendre en compte les plannings des socleurs/accrocheurs, des prestataires audiovisuels et de chacune des personnes présente sur le chantier et dont les interventions sont précisées au calendrier général en annexe 1 du présent CCTPC.

I.1.3 Phasage

La coordination est à la charge de la maîtrise d'œuvre.

Le planning prévisionnel général des travaux est détaillé à l'annexe 1 du présent CCTP Commun confirmé par le titulaire de chaque lot dans son offre. Les grandes dates en sont indiquées à l'article 1.2 du présent CCTP Commun. Le planning détaillé par lot sera établi par les titulaires des différents lots en phase d'études d'exécution en collaboration et en accord avec l'équipe de maîtrise d'œuvre, la maîtrise d'ouvrage et l'ensemble des titulaires des différents lots. L'ordonnancement détaillé entre les différents lots sera étudié et défini définitivement en phase d'études d'exécution avec l'ensemble des titulaires avec le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage. Ce planning fera l'objet d'un suivi journalier lors du chantier de montage et démontage par la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage avec les chef(fe)s de projet / de chantier de chacun des lots.

Néanmoins, les dates de pré-réception et de réception sans réserve telles qu'elles sont indiquées à l'annexe 1 du présent CCTPC sont impératives et ne peuvent être modifiées. Aucun retard sur les dates de pré-réception et de réception telles que figurant dans les pièces contractuelles ne sera toléré.

Il revient à chaque titulaire de proposer des solutions permettant d'éviter tout glissement de planning (horaires étendus, travail le week-end, etc.).

Chaque entreprise titulaire interviendra sur le chantier à la diligence du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage, autant de fois que nécessaire pour la réalisation et l'achèvement des travaux qui lui sont confiées par le présent accord-cadre. Les prix de son offre sont réputés établis compte tenu de ces nécessités.

L'ensemble des éléments liés à l'accès au chantier et aux horaires de livraisons sont précisées au cahier des charges d'exploitation de l'espace d'expositions temporaires et des espaces logistiques (annexe 2 du présent CCTPC).

I.2 Dates du planning

I.2.1 – Montage

Planning sous réserve de l'ouverture de l'exposition le 13 mai 2026 et d'une fermeture au 02 août 2026 (13 mai 2026 : date d'ouverture au public - dates de vernissage prévues les 11 et/ou 12 mai 2026)

INFORMATIONS COMMUNES

- Plan de prévention montage/démontage : à définir, mais à réaliser en amont du démarrage des prestations in situ
- Réception finale du chantier phase montage : 7 mai 2026
- Passage du bureau de contrôle BAES : 4 mai 2026
- Nettoyage de la salle avant arrivée des œuvres : 17 avril 2026
- Accrochage des œuvres : 20 au 30 avril 2026
- Pose des sondes hygrométriques : à définir
- Nettoyage de la salle avant ouverture : 7 mai 2026
- Presse et Vernissage : 11 et 12 mai 2026

LOT 1 - AGENCEMENT ET PEINTURE

- Présentation des échantillons : fin janvier / max mi-février 2026
- Dessin des EXE et validation des EXE : 9 au 20 février 2026
- Fabrication en atelier : 23 février au 20 mars 2026
- Etat des lieux entrant : soit le 20 mars soit le 23 mars 2026
- Traçage au sol : soit le 20 mars soit le 23 mars 2026
- Livraison + Protection des sols et cheminement : 24 mars (mardi, jour de fermeture du musée) 2026
- Agencement : 24 mars au 17 avril 2026
- Peinture : 7 avril au 17 avril 2026
- Pose moulures basses déjà peintes (après pose du papier peint par lot 3 / coordination avec le lot 3) : 16 avril 2026
- Pose rideau et lambrequin + pose moulures hautes déjà peintes : 17 avril 2026
- Pré-réception : 15 avril 2026
- Reprises et nettoyage général, évacuation des déchets : 16 avril 2026
- Réception partielle : 17 avril 2026
- Installation des 3 linteaux (déjà peints) après passage des œuvres + pose des supports pupitres après accrochage + pose des plaques imprimées fournies par le lot 3 + fermeture de la vitrine : 29 avril 2026
- Retouches peinture post-accrochage : 4 au 7 mai 2026

LOT 2 - ELECTRICITE ECLAIRAGE

- Livraison du matériel d'alimentation : 23 mars 2026
- Occultation des 10 lumières de service + Descentes des câbles d'alimentation pour 3 audiovisuels et 1 vitrine (une fois traçage du lot 1 terminé) : 23 mars 2026
- Alimentations et pose des BAES (suite à validation pompiers) : 4 mai 2026
- Livraison des équipements pour le matériel lumière : 4 mai 2026
- Pose des projecteurs et réglages : 4 au 7 mai 2026

LOT 3 - IMPRESSION SIGNALÉTIQUE

- Réception des fichiers par la graphiste : 18 mars 2026
- Vérification et échanges entre graphiste et imprimeur : 18 au 20 mars 2026
- Fabrication en atelier : 23 mars au 10 avril 2026
- Pose du papier peint salle 6 (coordination avec le lot 1) : 15 avril 2026
- Pose aquapaper liste des noms + Pose adhésifs techniques sur portes : 16 au 17 avril 2026
- Livraison des cartels et pointage : 16 avril 2026
- Pose des grands titres en hauteur : 20 avril 2026
- Pose de la ligne, des textes de salles, des cartels (pendant et après accrochage) : 29 avril au 7 mai 2026

AUDIOVISUELS - HORS MARCHE

- Pré-installation et câblages : 20 avril 2026
- Réglages finaux : 30 avril 2026

ACCROCHAGE - HORS MARCHE

- Accrochage des œuvres : 20 au 30 avril 2026

I.2.2 – Démontage

INFORMATIONS COMMUNES

- Fermeture de l'exposition : 2 août 2026

ACCROCHAGE - HORS MARCHE

- Désaccrochage des œuvres : 3 au 14 août 2026

AUDIOVISUELS - HORS MARCHE

- Dépose, rangement du matériel : 14 août 2026

LOT 2 - ELECTRICITE ECLAIRAGE

- Dépose, rangement des projecteurs et alimentations (et enlèvement du matériel non compris dans le parc éclairage du musée) : 17 au 18 août 2026

LOT 1 - AGENCEMENT ET PEINTURE

- Démontage soigné : 17 au 21 août 2026
- Remise en enduits des trous sur murs périphériques : 17 au 21 août 2026
- Nettoyage + Évacuation des déchets avec benne : 21 août 2026
- Etat des lieux sortant + Réception finale : 21 août 2026

LOT 3 - IMPRESSION SIGNALÉTIQUE

- Grattage du graphisme sur murs restants + résidus colle : 17 au 18 août 2026

- Nettoyage et évacuation des déchets : 19 août 2026

I.3 Prise en compte des existants

Les entreprises soumissionnaires du lot n°1 et n°2 se sont impérativement rendues sur place avant la remise de leur offre afin d'évaluer les travaux à réaliser dans le cadre du présent accord-cadre. L'entreprise soumissionnaire du lot n°3 pourra réaliser une visite sur place avant le début de la fabrication et / ou commandes. **Les entreprises sont donc réputées avoir reconnu les lieux d'exécution, avoir procédé à tous les relevés qui pourraient s'avérer nécessaires aux travaux, en avoir apprécié les difficultés d'accès, de stockage, de distribution, d'évacuation des gravois, d'exécution des travaux ainsi que de desserte pour les raccordements de chantier.** Elles ont également pris connaissance de toutes les préconisations indiquées dans le cahier des charges techniques d'exploitation de l'espace d'exposition temporaire et des espaces logistiques muséographiques en annexe 2 du présent CCTPC. Elles ont procédé aux études techniques nécessaires et complété les documents par leurs connaissances personnelles avant la remise de leurs offres.

Aussi, **les entreprises ont pleine connaissance des contraintes qui se rattachent au site, tant matérielles qu'administratives et les ont pris en compte dans leurs prix.** les entreprises titulaires ne pourront prétendre à aucune majoration des prix pour des travaux complémentaires qui s'avèreraient nécessaires en cours d'exécution.

Les cotes des plans seront toutes à vérifier sur place par les entreprises avant mise en fabrication.

Les entreprises devront également tenir compte dans leur offre des mesures particulières à prendre pour faire face aux difficultés d'organisation de chantier liées au site et à ses contraintes. Chaque entreprise devra intégrer et signaler dans son offre tous les travaux supplémentaires qu'elle jugerait nécessaires pour la bonne exécution de sa prestation.

Dans tous les cas, les entreprises devront se conformer au plan de prévention et aux prescriptions d'organisation de chantier formulées par la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le bureau de contrôle le cas échéant.

I.4 Étendue des travaux

Les prestations comprennent la **réalisation de plans d'exécution** et pour chaque lot, les **livraisons, la fabrication, la manutention, le stockage, le levage et la mise en œuvre des différents ouvrages et accessoires nécessaires à la réalisation des prestations, objet du présent accord-cadre, le nettoyage du chantier et ses accès et l'évacuation des déchets après chaque intervention et mise à la benne par ses propres moyens ainsi que la maintenance en phase d'exploitation de l'exposition, le démontage en fin d'exposition jusqu'à l'évacuation des déchets et la remise en état des lieux.**

La localisation des ouvrages résulte de plans, coupes et détails divers établis par le maître d'œuvre, joint en annexes 1 des CCTP par lot, le présent CCTP Commun et les CCTP par lot complétant ceux-ci quant à la nature et à l'étendue des travaux.

Cette description n'a aucun caractère exclusif ou limitatif. Les entreprises devront exécuter comme étant compris dans leur offre, sans exception ni réserve, tous les travaux de leur profession nécessaires à l'achèvement complet de leurs lots conformément aux normes en vigueur. Il leur sera permis d'apporter des solutions améliorant la fonctionnalité, à la marge, tout en conservant impérativement l'image et la destination du projet et sous réserve de validation préalable par le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre.

Les candidats du lot n°1 et n°2 ont visité les lieux avant la remise de leur offre, celle de l'autre lot (lot 3) en phase d'études d'exécution, et ont donc pu prendre connaissance des lieux et procéder à tous les relevés qui pourraient s'avérer nécessaires aux travaux.

I.5 Développement durable

Le MnM est engagé dans une démarche de pratiques durables. A ce titre, les titulaires des différents lots s'engagent à respecter à minima les mesures environnementales listées ci-dessous en complément des mesures indiquées dans leur mémoire technique :

I.5.1 Matières premières et produits utilisés

- Bois utilisés : les produits à base de bois doivent respecter l'interdiction d'utiliser des essences dont l'exploitation commerciale et l'exportation sont prohibées, soit par une loi locale s'appliquant à la forêt d'origine considérée, soit par un accord international reconnu (en particulier Washington CITES – Convention International Trade of Endangered Species). Le bois utilisé est dans la mesure du possible du bois issu de forêts gérées de manière durable, répondant au label FSC, PEFC ou équivalent. Les panneaux à base de bois contenant du formol (panneau de particules, OSB, MDF, contreplaqué, panneau en fibres...) seront au minimum de classe E1. Le classement E1 répond à l'utilisation de matériaux faiblement émissifs de formol dans un environnement intérieur. Pour les panneaux agglomérés par du PMDI (polymère diphénylméthane-4, 4-diisocyanate), il doit y avoir une absence de dégagement détectable de monomère MDI.
- Plastiques – PVC : les Titulaires veilleront à limiter, voire supprimer, l'utilisation des plastiques et autres emballages perdus. Les PVC utilisés seront de préférence sans phtalates.
- Mousses alvéolaires : interdiction d'utiliser du CFC lors de la fabrication des mousses entrant dans la composition du produit fini.
- Peintures et finitions : les ingrédients entrant dans la composition du produit de finition ne doivent pas comprendre des substances à base de Cadmium, Plomb, Chrome VI, Mercure ou Arsenic, ou nécessitant l'utilisation de ces éléments. Le titulaire fournit l'ensemble des certificats et procès-verbaux justifiant la conformité de la peinture au regard de la réglementation sur la protection de la santé et la protection des salariés ainsi qu'au regard de la conservation préventive des œuvres. A ce titre, les prestations de peinture sont réalisées dans un planning compatible avec le planning d'installation des œuvres, prenant en compte les temps de séchage et d'évaporation des éventuels solvants. Ces peintures ne doivent pas contenir des polluants susceptibles d'altérer les œuvres, notamment adhésives, acides carboxyliques, amines et peroxydes. Ces peintures doivent présenter un taux de COV maximum de 30g/l de produit prêt à l'emploi, selon la directive n° 2004/42/CE du 21/04/04. Le titulaire privilégie l'utilisation de peintures présentant un étiquetage des émissions en polluants volatils des produits de construction et de décoration de classe A+. Les peintures utilisées devront posséder un éco label européen.

Les certificats de ces différents matériaux devront être fournis au maître d'ouvrage avant le début des prestations.

I.5.2 Emballages

Dans la mesure du possible, les titulaires veilleront à minimiser le conditionnement, voire à le supprimer si les produits / mobiliers / supports peuvent être transportés sans emballage.

Les matériaux utilisés seront de préférence recyclables et/ou issus de ressources renouvelables pour les emballages du produit fini et les emballages des fournitures ou sous-ensemble entrant dans sa composition (emballages fournisseurs). Les emballages perdus des produits doivent de préférence être en cartons recyclés et/ou recyclables. La taille de l'emballage doit être adaptée à la taille du produit en question.

I.5.3 Élimination des déchets

Tous les déchets dangereux dont ceux liés aux opérations de finition et/ou de collage qui contiennent plus de 5% de matières organiques (liants, solvants, etc.) seront traités dans des installations autorisées par la réglementation sur les établissements classés ou hors de France par toute réglementation équivalente.

I.5.4 Divers

D'une manière générale, les titulaires limiteront, durant la fabrication, la consommation d'énergie, les émissions de composés organiques volatiles ainsi que les rejets de métaux et autres polluants.

Les titulaires proposeront donc, dans la mesure du possible, des produits répondant aux exigences d'un écolabel officiel ou équivalent (NF environnement, cygne nordique, etc.).

Tous les documents livrables devront être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format .pdf ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco-labelisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (labels FSC, PEFS ou équivalent).

I.5.5 Matériaux, fournitures et marques équivalentes

Les matériaux et fournitures à employer pour l'exécution du présent accord-cadre devront être d'origine U.E. (sauf cas de force majeure ou prescriptions contraires). Ils devront en outre correspondre aux prescriptions ou références indiquées dans le présent accord-cadre.

Tous les produits manufacturés devront correspondre aux prescriptions des normes françaises et européennes et devront être agréés par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Les matériaux seront toujours mis en œuvre suivant les règles de l'art et les titulaires s'engagent à produire sur simple demande du maître d'œuvre ou du bureau de contrôle, toutes justifications sur la qualité et la provenance des matériaux.

Toutes les marques de produits cités dans le présent CCTP le sont pour déterminer la qualité, l'esthétique recherchée, la résistance et l'usage des produits et matériels avec les garanties en découlant. Les candidats peuvent proposer des produits similaires et variantes, en respectant tous les critères de similitude du produit dans leur offre. En cas de proposition de produit de remplacement durant les études d'exécution, le titulaire ne pourra mettre en cause la décision du maître d'œuvre pour prétendre à des suppléments de délais ou de prix pour mettre en place les éléments désignés au CCTP.

Les spécifications du CCTP qui comportent l'indication d'une marque déposée ou d'un fabricant, sont en principe impératives. Les entreprises ont la possibilité de proposer des matériaux ou des produits provenant d'autres fabrications mais de qualité reconnue au moins équivalente, le maître d'œuvre étant le seul habilité

à juger de cette équivalence. En conséquence, ce dernier se réserve la possibilité d'imposer les produits de marques spécifiés au CCTP ou de leurs équivalents si ceux-ci lui paraissent préférables pour la bonne réalisation des ouvrages.

La mise en œuvre de matériaux nouveaux ou de procédés de construction non traditionnels devra faire l'objet d'un accord particulier du maître d'ouvrage. Cet accord ne pourra être acquis qu'au vu des procès-verbaux d'essais de ces matériaux ou procédés par les laboratoires du CSTB. Tous compléments de garantie par polices d'assurances spécifiques pourront être éventuellement exigés de l'entrepreneur ou du fabricant du produit. Les titulaires ne pourront dans ce cas prétendre à aucune modification de leur prix.

II. TEXTES APPLICABLES

II.1 Généralités

Le présent CCTPC ne reprend pas dans le détail l'ensemble des textes généraux. Il est sous-entendu que tous les ouvrages seront réalisés conformément aux prescriptions de détails des documents définis ci-après.

Les titulaires devront respecter les lois, décrets, arrêtés et règlements administratifs qui s'appliquent à cette réalisation ainsi que les normes et documents qui régissent techniquement les travaux, objets du présent accord-cadre.

La liste des documents ci-après n'est pas exhaustive. Tous les documents en vigueur à la date de remise de l'offre sont réputés connus des candidats.

L'attention des candidats est attirée sur quelques textes de portée générale. L'ensemble de la réglementation étant applicable, le titulaire doit se reporter aux textes publiés par le R.E.E.F.

II.2 Décrets et règlements

Décret n°65.48 du 8 janvier 1965 concernant la protection et la salubrité applicables sur les chantiers de bâtiment et T.P modifié

Décret n°69.380 du 18 avril 1969 concernant les matériels utilisés sur le chantier et tous les arrêtés d'application de celui-ci.

II.3 Documents techniques unifiés (D.T.U.)

Sont applicables aux matériaux employés d'une part, à l'exécution des travaux d'autre part, les prescriptions et recommandations des cahiers des charges (ou ayant valeur de cahier des charges) des documents techniques unifiés (D.T.U.) suivis de leurs cahiers des clauses spéciales, mémentos de conception ou de mise en œuvre, additifs et publiés par le C.S.T.B. suivant la liste à jour. En particulier :

- DTU 36.1 Menuiserie en bois
- DTU 39 Miroiterie - vitrerie
- DTU 53.1 Revêtement de sol textiles
- DTU 59.1 Travaux de peinture des bâtiments
- DTU 70 Installations électriques

II.4 Normes françaises

Les matériaux et les mises en œuvre dont la réalisation est prévue à l'accord-cadre doivent satisfaire aux dispositions des Normes Françaises (NF) publiées par l'AFNOR homologuées par arrêté ministériel, même si elles ne sont pas citées dans le présent document : principalement les normes des classes A, B, C, D, P et X.

Les travaux et fournitures d'éclairage sont à réaliser selon les règles de l'art et les normes en vigueur en particulier la norme NF C 15-100, mais aussi l'ensemble des règlements relatifs au code du travail, notamment au travail en hauteur et à l'utilisation de moyens de levage.

II.5 Autres publications

- Documents publiés par le C.S.T.B. : en particulier les avis techniques instruits et prononcés par un groupe spécialisé de la Commission Ministérielle créée par l'arrêté du 2 décembre 1969 ;
- Document publiés par le C.T.B.

II.6 Sécurité incendie

Le titulaire devra se conformer aux règles de sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public (ERP type Y).

Ainsi, les titulaires devront remettre un dossier de sécurité comportant les plans de leurs ouvrages avec indication des matériaux utilisés complétés par les fiches techniques et procès-verbaux de classement au feu des matériaux utilisés, au plus tard un mois avant la date de démarrage du chantier in situ. Les matériaux utilisés devront respecter les normes, notamment :

- Revêtement de sol : M3/M4
- Revêtement muraux et parois verticales : M2
- Plafonds et voilages : M1
- Mobilier : M3.

De même, toutes les installations électriques devront être conformes aux normes et aux règles de sécurité dans les établissements recevant du public (ERP).

Les titulaires de chaque lot doivent se reporter et prendre connaissance de la notice de sécurité incendie de l'établissement et de celle spécifique au projet, toutes deux disponibles auprès du maître d'ouvrage et à l'ensemble des règles de calcul en vigueur, recommandations professionnelles et cahier des charges de mise en œuvre propre à chaque produit.

Les prestations de l'ensemble des corps d'état seront soumises à l'examen et à l'approbation du responsable sécurité incendie du musée national de la Marine ainsi qu'à la commission de sécurité et du bureau de contrôle, le cas échéant.

Les titulaires seront tenus pendant toutes les phases d'exécution et de garantie de se conformer aux directives et instructions du service Sécurité-Sûreté du musée national de la Marine.

II. 7 Prescriptions relatives à la santé et à la protection des salariés

Une fiche de renseignements préalable à la rédaction du plan de prévention sera remise avec la notification. Ce document devra être complété et retourné par l'entreprise aux services compétents. Le plan de prévention sera rédigé et signé en amont du premier jour des travaux in situ par chacun des lots.

III. PHASE D'ÉTUDES

III.1 Interprétation des documents de l'étude

Chaque candidat doit prendre connaissance de l'ensemble des documents de l'accord-cadre (y compris les CCTP de l'ensemble des lots). Les candidats sont tenus de signaler par écrit au maître d'œuvre – copie au MnM, les discordances qui pourraient éventuellement exister entre les CCTP et les ouvrages à exécuter et qui seraient de nature à nuire à la parfaite finition de leurs propres réalisations ou à perturber le calendrier du chantier. Elles ne pourront pas faire état après remise et réception de leurs offres d'une discordance éventuelle qui n'aurait pas été signalée en temps utile. Les titulaires sont tenus de vérifier, avant toute exécution, les cotes figurant aux dessins et de signaler sans délais au maître d'œuvre les erreurs qui pourraient être constatées. Tout surcoût de cette nature sera à la charge du titulaire, le cas échéant.

Si certaines dispositions des plans et des CCTP soulèvent des divergences d'interprétation, les titulaires devront solliciter des renseignements complémentaires. Les ouvrages seront exécutés conformément aux avenants techniques de référence et aux décisions du maître d'œuvre sans entraîner pour autant des modifications du prix global et forfaitaire des accords-cadres. Faute de se conformer à ces prescriptions, il deviendra responsable des erreurs relevées au cours de l'exécution ainsi que des conséquences qui en résulteraient.

Du fait de la remise de son offre, chaque soumissionnaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier. En conséquence, et d'une façon générale, chaque soumissionnaire doit tous les travaux, fournitures et prestations mêmes non désignées, nécessaire à une exécution normale et parfaite, au sens habituel du terme et des règles de l'art, chaque titulaire étant réputé avoir une connaissance de l'ensemble du dossier et avoir compris dans ses prix les incidences des autres chapitres pour ses propres travaux.

Par ailleurs, toutes les démarches administratives ou d'agrément technique de documents auprès des services publics ou concessionnaires sont à la charge du titulaire.

III.2 Études et plans d'exécutions

A partir des plans établis par le maître d'œuvre et des prescriptions du présent CCTP, le titulaire de chaque lot réalise les études et plans d'exécution du mobilier. Pour ce faire, il vérifie et contrôle l'ensemble des documents fournis par le maître d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre (notamment tous les plans, dessins, détails et indications du présent CCTP) et de leur cohérence.

A ce titre, le titulaire de chaque lot remettra au musée national de la Marine les plans d'exécution et notes de calcul en langue française en version numérique accompagnés d'une version papier format A3.

Tous les plans et détails d'exécution et de fabrication seront remis en temps utile et au minimum 20 jours avant le début de la réalisation des travaux pour permettre la coordination avec les autres intervenants. Ces détails consistent entre autres en l'établissement des nomenclatures, détails d'assemblages, systèmes de fixation envisagés, produits, tableaux électriques, etc.

Le titulaire remettra également l'ensemble des procès-verbaux de classement au feu des matériaux utilisés.

Avant le lancement des fabrications en atelier ou la réalisation en salle d'exposition, il appartiendra au titulaire de vérifier toutes les cotations des plans ou des ouvrages dans lesquels viendront se fixer, s'insérer ou s'intégrer ses prestations.

Il devra avertir le MnM de toutes les erreurs et défauts constatés qui ne seraient pas dans les tolérances et qui entraîneraient une gêne pour la bonne mise en œuvre de ses prestations ou une mauvaise coordination de l'exécution.

Il ne sera pas accordé de supplément de prix pour toute modification de l'implantation d'un mobilier ou d'un appareil, dans un rayon de cinq mètres à partir du point initialement prévu.

Notes de calcul :

Les éléments réalisés devront faire l'objet de la production, le cas échéant lorsque demandé par la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre ou le bureau de contrôle, de notes de calcul justifiant en fonction des réglementations en vigueur pour le type d'établissement (ERP), l'ensemble des assemblages, dimensionnement de profils, épaisseur, etc. Dans les notes de calcul sera pris en compte le poids propre des objets exposés. Ces notes de calcul seront soumises à la validation du maître d'œuvre et du bureau de contrôle technique missionné sur l'opération.

Les prix ne seront pas modifiés suite aux éventuelles préconisations des études techniques.

Les notes de calcul devront être claires et détaillées pour en permettre une parfaite compréhension. Seules les unités du système international seront utilisées. Les symboles et notations seront conformes aux normes de la classe NF X 02.

Toute formule utilisée devra être justifiée, soit par des éléments de démonstration à partir des lois connues de la physique, soit par des références très précises aux publications ou auteurs cités.

Les titulaires devront fournir, le cas échéant :

- La description détaillée de la méthode de calcul et les caractéristiques du programme informatique utilisé ;
- La liste des hypothèses de calculs ;
- La liste des résultats.

Dossier des ouvrages exécutés :

Préalablement à la réception, les titulaires des différents lots doivent remettre au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage les plans techniques définitifs, accompagnés des divers certificats de conformité technique et procès-verbaux d'essais relatifs aux matériaux, matériels et installations. Les DOE incluent également les bilans de puissance et le positionnement définitif du matériel audiovisuel et des éclairages.

III.3 Ouvrages non décrits explicitement

Les documents écrits et graphiques établis par le maître d'œuvre ont pour but de renseigner les titulaires des différents lots sur la nature et la localisation des ouvrages à réaliser. Ils sont réalisés au stade projet.

Les CCTP des différents lots et leurs annexes décrivent notamment l'essentiel des ouvrages dus par les différents titulaires. Même s'il ne définit pas dans le détail les ouvrages tels que seuils, appuis, feuillures, supports, joints, habillages, etc. ces travaux sont compris dans l'accord-cadre au même titre que les autres ainsi que tous ceux nécessaires à la bonne finition des ouvrages.

Les descriptions figurant aux pièces écrites n'ont donc pas un caractère limitatif et chaque titulaire doit, comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserve, tous les travaux indispensables à la réalisation et à l'achèvement complet des ouvrages selon les règles d'art de sa profession.

La description des ouvrages s'appuie enfin sur une solution technique répondant au programme et coordonnée entre les divers corps d'état. Il appartient en conséquence au titulaire qui modifierait certains

points d'une corps d'état particulier, de prendre à sa charge les incidences éventuelles sur les autres corps d'état.

III.4 Prototypes – échantillons

III.4.1 Prototypes et échantillons avant mise en fabrication

Avant la mise en fabrication, les titulaires des différents lots sont également tenus de présenter tous les prototypes, échantillons et fiches techniques des matériaux nécessaires à la définition de leurs ouvrages notamment ceux listés au CCTP de chaque lot. Tous ces éléments font partie du forfait indiqué par les titulaires dans leur DPGF.

Les prototypes devront être validés par tous les intervenants : la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre. Si ces modèles n'étaient pas satisfaisants, le MnM se réserve le droit de demander des modifications ou d'en demander le remplacement sans que les titulaires ne puissent demander une rémunération complémentaire.

Une réunion générale de présentation des échantillons sera organisée. En aucun cas, le titulaire ne mettra en œuvre des produits ou des matériaux n'ayant pas préalablement eu l'accord conjoint de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre.

Une fois les prototypes et échantillons validés, la fabrication de l'ensemble pourra être lancée. Toutes les fournitures devront être strictement conformes aux prototypes et aux échantillons validés par le MnM et la maîtrise d'œuvre.

Les prototypes et échantillons demandés sont détaillés dans les CCTP propres à chaque lot. Leur réalisation se fera au plus tôt après notification de l'accord-cadre (planning à confirmer au moment de ladite notification).

III.5 Essais – analyses

Les candidats devront procéder ou faire procéder par un laboratoire agréé à tous les contrôles et essais contractuels prévus par la réglementation ainsi que tous ceux demandés par la maîtrise d'œuvre ou par le contrôleur technique. Ces contrôles et essais sont à la charge du candidat, et sont donc intégrés à sa DPGF. Les essais ne devront pas entraîner de perturbations dans le calendrier des travaux. Ils feront l'objet de comptes rendus écrits détaillés qui seront soumis au maître d'œuvre avant réception des ouvrages.

En cas de litige, le maître d'œuvre pourra faire appel et demander des contre-essais en laboratoires et/ou à des organismes spécialisés. En cas de résultat non favorable, le titulaire du lot concerné supportera les frais de ces contrôles.

III. 6 Coordination entre les différents corps d'état

L'attention des titulaires des différents lots est attirée sur les interfaces entre les travaux des corps d'état différents. Les titulaires devront en amont, étudier en détail et avec précision, les interférences entre les divers lots et leur propre lot pour chaque ouvrage ou élément d'ouvrage qui le nécessite. Chaque entreprise devra prendre connaissance de l'étendue des travaux de l'ensemble des lots. (*Cf. article IV du présent CCTPC*) Dans chaque CCTP, les limites des prestations sont clairement données, à charge de chaque titulaire de prendre connaissance de l'ensemble du dossier.

La prestation inclut la présence obligatoire à un minimum de trois réunions de coordination générale, animée par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, de la notification des accords-cadres jusqu'au démarrage du

chantier, un point d'avancement hebdomadaire minimum au démarrage du chantier et jusqu'à la réception ainsi qu'un point quotidien lors des prestations in situ (chantier).

IV. PHASE CHANTIER (MONTAGE – DÉMONTAGE)

IV. 1 Prise de possession du chantier

Les titulaires ne pourront prétendre à aucun recours, ni à aucune indemnisation ou supplément selon les conditions mentionnées à l'article I.3, à l'article I.4, à l'article III.1 et à l'article III.2.

Les titulaires sont tenus d'avoir vérifié toutes les cotes des ouvrages qu'elles devront exécuter et toutes les cotes des ouvrages existants in situ sur lesquelles elles sont amenées à intervenir. Elles seront responsables des erreurs ou omissions qu'elles n'auront pas signalées au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

Elles ne pourront modifier ou annuler de leur propre chef une ou plusieurs parties de l'ensemble à édifier sans consulter au préalable le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage. Elles devront lui demander tous les renseignements complémentaires sur tout ce qui leur paraîtrait douteux ou imprécis, faute de quoi, elles seront tenues responsables des erreurs ou fautes qui pourraient survenir, ou des retards qu'elles pourraient apporter à la marche normale des travaux.

Reconnaissance du site :

Au stade des études d'exécution, les titulaires qui ne se sont pas déjà rendues sur place (notamment le titulaire du lot 3 qui ne fait pas l'objet d'une visite obligatoire pendant la consultation) doivent obligatoirement se rendre sur les lieux du chantier pour prendre connaissance des accès, des dispositions à prendre pour l'installation du chantier et du stockage, les servitudes dues à l'environnement, aux règlements des voiries, prendre ou vérifier la mesure des existants, etc.

En conséquence, il n'est jamais alloué de suppléments quelconques pour sujétions inhérentes à la prise de possession du chantier et à l'état existant qui, bien que non précisées ou imparfaitement précisées aux documents contractuels s'avéreraient nécessaires.

Accès au chantier :

Les titulaires des différents lots devront communiquer les listes des personnes intervenant in situ avec leurs pièces d'identité ainsi que les numéros d'immatriculation des véhicules à minima 72H avant le début de chantier ou de chaque livraison. Les modalités d'accès sont précisées à l'article 1 du cahier des charges techniques d'exploitation de l'espace d'exposition temporaire et des espaces de logistiques muséographiques en annexe 2 du présent CCTPC.

Livraisons :

Les modalités de livraison sont précisées à l'article V.2 du cahier des charges techniques d'exploitation de l'espace d'exposition temporaire et des espaces de logistiques muséographiques en annexe 2 du CCTPC et seront précisées en cours d'étude.

Le titulaire devra être autonome du déchargement à la mise en œuvre sur site. Les procédures d'acheminement des ouvrages devront être conformes au plan de prévention.

État des lieux :

Avant l'ouverture du chantier, les titulaires désigneront une personne les représentant, qui participera à l'établissement de l'état des lieux des salles d'exposition et des abords concernés par l'opération par le musée national de la Marine et avec la maîtrise d'œuvre.

Aucune installation du titulaire ne sera permise avant qu'un état des lieux n'ait été fait. Un titulaire ayant pris place sans cet état des lieux, sera réputée responsable des dégradations constatées.

Le titulaire, une fois l'état des lieux fait, aura à sa charge la surveillance de ses abords et leur conservation en bon état.

Les titulaires devront procéder à la remise en état des lieux en fin d'exposition (rebouchage et réenduisage partiel) afin de le restituer tels qu'avant le déploiement du matériel fourni.

Prise de possession du chantier :

Lors de l'exécution des travaux, toutes les précautions seront prises et les protections nécessaires réalisées pour qu'au jour fixé pour la réception, les abords et les ouvrages existant et créés soient laissés dans un parfait état de propreté sans gravats, détritiques, matériaux etc. et en parfait état.

En ce qui concerne les existants, les supports sont supposés connus des entreprises. Il ne sera pas admis de réclamation, y compris pour les sols. Il est rappelé que rien ne pourra être fixé au sol. Tout élément existant endommagé devra être remis en état par le titulaire.

Il appartient à chaque corps d'état de veiller à la bonne exécution des travaux et des supports sur lesquels ces ouvrages viennent s'adapter. En aucun cas les titulaires des différents lots ou leurs sous-traitants ne pourront prétendre à des suppléments pour l'exécution de leur accord-cadre sur des supports inadaptés.

Chaque candidat inclut dans son offre la mise en œuvre de l'éclairage de chantier si nécessaire.

Il est demandé aux titulaires des différents lots de fabriquer l'ensemble des éléments dans leurs propres ateliers et de ne procéder sur site qu'aux assemblages et à la mise en peinture. En conséquence, les titulaires ne pourront se prévaloir d'une quelconque méconnaissance de ces contraintes pour justifier des demandes de travaux ou des délais supplémentaires.

Outils et engins de levage :

Les titulaires doivent prévoir tous les moyens nécessaires à la mise en œuvre de leurs travaux sur site. Elle doit donc prévoir les véhicules à hayon, chariots, nacelles et engins de levages nécessaires à la mise en place des éléments et aux réglages.

Le personnel mis à disposition et intervenant sur site pour chaque lot doit donc disposer des formations, habilitations adaptées pour l'utilisation de ces différents engins (CACES nacelle notamment). Les titulaires s'engagent à fournir sur simple demande du maître d'ouvrage tout permis ou attestation correspondantes (CACES, etc.).

IV. 2 Sécurité / sûreté

L'attention des titulaires et de tous les intervenants sur le chantier sera tout particulièrement attirée sur l'obligation de respecter au sens le plus strict toutes les dispositions relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs, tant au sens de la prévoyance que de la sécurité effective lors de la réalisation.

Les dispositions générales sont définies dans le code du travail par la loi 93.1418 du 31/12/93 et dans le décret 94.1159 du 26/12/94 et l'arrêté du 07/03/95.

Dès le stade de la conception et mise au point des détails d'exécution, chaque entreprise intervenante devra avoir le souci de tenir compte de la sécurité (de son équipe et du public) pendant et après exécution. En aucun cas la responsabilité du maître d'ouvrage ne pourra être recherchée à la suite d'accidents survenus par défaut de conformité à ces consignes.

Le titulaire devra en outre prévoir son installation sur le site conformément aux règlements de sécurité et à l'avis de la commission de sécurité.

L'emploi de poste d'oxycoupage ou utilisant des gaz comprimés combustibles ou explosifs est interdit pendant la présence du public dans l'établissement. Leur entreposage est interdit.

Les travaux ne doivent pas faire obstacle aux itinéraires d'évacuations. Les issues de secours et les passages pour y accéder devront être dégagés en toutes circonstances. En particulier, aucun matériel ne doit être entreposé dans ces passages et gêner l'écoulement rapide du flux du public. Un passage de 2 unités de passage doit être en permanence dégagé vers les issues de secours.

Tout dépôt de matériel derrière les cimaises est interdit.

Lors du montage de cimaises ni les capteurs de présence, ni les caméras de surveillance ne doivent être occultées.

IV. 3 Plan de prévention

Les dispositions particulières sont définies dans le plan de prévention définissant les exigences de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, établi par le responsable sécurité – sûreté du MnM. Tous les titulaires devront compléter et signer le plan de prévention du MnM avant démarrage des chantiers de montage (visite préalable conformément à l'article I.2) et s'y conformer. Un plan de prévention sera signé par lot comprenant les phases de montage, maintenance et démontage.

IV. 4 Contrôle technique

Un bureau de contrôle est missionné par le musée national de la Marine pour vérifier la conformité de l'ensemble des aménagements au regard de la sécurité du public, de la solidité des ouvrages et de leur stabilité au feu. Les titulaires s'engagent à prendre en compte, à intégrer et à modifier leurs installations selon les préconisations du bureau de contrôle dans des délais ne remettant pas en cause la faisabilité de l'exposition et dans le respect du montant total de la DPGF et du montant de réalisation des lots budgétés et pilotés par le titulaire.

IV. 5 Protection des existants

Lors de toute exécution de travaux dans les espaces existants, les titulaires des différents lots devront prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité, notamment les sols (parquet en chêne massif), cimaises existantes, portes, parois et murs des espaces empruntés depuis l'extérieur du musée national de la Marine et jusqu'aux espaces d'expositions temporaires. Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés les travaux que pour les mitoyens ou ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois.

Toutes les protections choisies devront être efficaces et être maintenues pendant toute la durée nécessaire. Le maître d'ouvrage se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par le titulaire lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaire, aux frais du titulaire.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition des titulaires en début de travaux. Dans le cas contraire, les titulaires auront à leur charge tout frais de remise en état qui s'avèreront nécessaires.

IV. 6 Protection des ouvrages

Les titulaires des différents lots de l'accord-cadre ou les sous-traitants sont tenus responsable de leurs ouvrages et en doivent la protection jusqu'à la réception. Il prendra donc toutes les dispositions pour assurer leur protection d'une manière efficace. Cette protection est incluse dans le prix global et forfaitaire.

Les titulaires devront livrer leurs ouvrages sans épaufrures, éclats ou autres défauts. Toutes réparations, remises en état, remplacements, quoiqu'étant exécutés pendant le délai contractuel d'exécution, ne peuvent entraîner une augmentation dudit délai.

En aucun cas les frais résultant de l'application du présent article ne peuvent être imputés au maître d'ouvrage.

IV. 7 Percements

Les titulaires des différents lots de l'accord-cadre auront à leur charge exclusive tous les percements et scellements nécessaires à la réalisation de ses ouvrages. Ceux-ci seront exécutés avec le plus grand soin et soumis à autorisation du maître d'ouvrage.

IV. 8 Nettoyage / traitement des déchets

Le chantier sera maintenu propre en permanence durant toute la durée de l'exécution grâce à un nettoyage quotidien de chaque titulaire et obligatoire après chaque livraison et intervention dans les espaces d'exposition (nettoyage du trajet, aire de livraison comprise).

Chaque titulaire a la charge de l'évacuation journalière de ces emballages, gravats et déchets hors site et de leur élimination ultérieure selon les réglementations de tri en vigueur. Le titulaire veillera à rassembler sur le chantier ces emballages et déchets et à les évacuer régulièrement afin de ne pas perturber la bonne marche du chantier. Chaque titulaire prévoit également la mise à disposition de sacs poubelles pour les petits déchets dont l'évacuation est à sa charge.

Les titulaires devront par des mesures appropriées, limiter au maximum l'émission des poussières pouvant apporter une gêne au fonctionnement du musée national de la Marine.

Les titulaires éviteront au maximum toute découpe sur place. Le cas échéant, les découpes et autres des autres tâches créant de la poussière seront effectuées avec un appareil aspirant empêchant sa propagation dans la galerie. Si ces prescriptions ne suffisaient pas, le nettoyage des espaces concernés sera réalisé par le maître d'ouvrage et les frais seront retenus sur les situations des travaux de tous les titulaires au prorata de leurs lots sans chercher le responsable.

Les déchets seront triés et traités selon la réglementation en vigueur ainsi que les prescriptions indiquées à l'article I.5. Les titulaires des différents lots fournissent poubelles et sacs poubelle nécessaire à l'évacuation quotidien des déchets et gravats.

Le titulaire de chaque lot doit la dépose, le démontage, le nettoyage de la zone de l'ensemble des prestations exécutées ainsi que l'évacuation des éléments déposés. Cette prestation est incluse dans le calendrier prévisionnel du marché et dans la DPGF.

IV. 9 Réunions de chantier et assistance à la réception des ouvrages

Réunions de chantier :

Des réunions de chantier auront lieu, a minima une fois par semaine, selon un planning qui sera arrêté d'un commun accord au préalable de l'ouverture du chantier. Elles seront pilotées par le maître d'œuvre, le graphiste, l'éclairagiste, le service Expositions & Éditions du musée national de la Marine et le chef de chantier de chaque lot. Ces rendez-vous généraux concernent tous les lots. A ceux-ci s'ajoutent des rendez-vous quotidiens avec les chefs de chantier par lot, notamment pour le lot 1 – agencement général et peinture.

Ils sont obligatoires et les titulaires sont tenus d'y assister ou de s'y faire représenter par un conducteur de travaux qualifiés et permanent, ayant un pouvoir de décision.

Les titulaires ne pourront en aucun cas arguer au cours de leurs travaux de manque de précisions ou de renseignements qui auront été donnés au cours de rendez-vous auxquels ils n'auraient pas assisté.

Assistance à la réception des ouvrages :

Pour assister le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre lors des pré-réceptions et réceptions des ouvrages, les titulaires des différents lots mettront à leur disposition le chef de chantier et/ou des ouvriers qualifiés. Ils accompagneront le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre pendant toute la période que dureront les pré-réceptions et réceptions. Leur fonction sera de réaliser les réparations et finitions pouvant être effectuées immédiatement, d'assurer les amenées de fluides pour tester les ouvrages et matériels, d'assurer l'éclairage des locaux, d'ouvrir et fermer les châssis et vitrines, etc.

Les dépenses entraînées par la mise à disposition de ce personnel sont à la charge de chaque titulaire et sont donc incluses au prix global et forfaitaire.

Les dates de pré-réception et de réception des ouvrages sont indiquées à l'article I.2 du présent CCTP Commun et à l'Annexe 1 du présent CCTPC pour les opérations de montage et de démontage à l'issue de l'exposition. Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre procèdent en présence des représentants du titulaire aux opérations préalables à la réception des travaux. Les réserves sur les prestations exécutées font l'objet d'un procès-verbal établi par le maître d'œuvre signé de ce dernier, du maître d'ouvrage et du titulaire. Ce dernier doit remédier aux réserves émises dans ledit PV dans un délai maximal de 48 heures à compter de la réunion de pré-réception préalable à la réception. A l'issue de ce délai, le maître d'ouvrage, en présence du maître d'œuvre et du titulaire concerné constate l'exécution des ouvrages faisant l'objet de réserves et décide de la réception partielle et puis finale des ouvrages. Le cas échéant, la réception est cosignée dans un procès-verbal qui est notifié par le maître d'ouvrage au titulaire.

Dans le cas contraire, les dispositions du CCAG sont appliquées.

V. PHASE MAINTENANCE

Les titulaires des différents lots doivent garantir la maintenance des ouvrages réalisés ou mis en place par leurs soins pendant la durée de l'exposition avec une intervention dans les 24 heures à compter de l'appel téléphonique et/ou du courrier électronique du maître d'ouvrage, week-ends inclus afin de remédier aux désordres signalés.

Toute autre condition de maintenance est précisée dans les CCTP de chacun des lots.

Les travaux de maintenance devront être organisés en dehors des heures d'ouverture du musée national de la Marine (avant 9 heures ou exceptionnellement après 19 heures) ou le mardi, jour de fermeture du musée.

VI. LISTE DES ANNEXES

- Annexe 1_CCTPC_TRAVAUX_planning prévisionnel
- Annexe 2_CCTPC_TRAVAUX_CDC Exploitation